

Le Bonnet Rouge

BUREAUX : 14, rue Drouot, Paris (8^e).

Quotidien Républicain du soir

Le Numéro : Cinq Centimes

TÉLÉPHONE : Central 69-70 et Central 80-62

DIRECTEUR : Miguel ALMEREYDA

Un an : PARIS 20 fr. ; DÉP. 24 fr. ; ÉTRANGER 32 fr.

REVOLUTIONS

Le Triomphe de Jean-Jacques

« On croit lire du Robespierre. » Voilà le cri qu'arrachent au Journal de Genève les manifestes du nouveau gouvernement russe.

C'est la révolution française, en effet, qui recommence en Russie, et c'est, avec l'exemple de Robespierre, la pure doctrine de Rousseau, qui inspire les actes audacieux et les paroles énergiques des révolutionnaires de Pétrograd.

Les royalistes français ne tentent même plus de nous donner le change. Aux premières nouvelles, ils avaient essayé d'utiliser pour leur apologétique ce mouvement essentiellement démocratique. Si on les avait laissés faire, ils auraient attribué au tsar Nicolas II tout le mérite de ces transformations, qui justifient le peuple par sa victoire et son souveraineté, la patrie le retrouve en bien-être et en puissance.

Or, le gouvernement impérial ne se contentait pas de priver le peuple russe de ses libertés ; il conduisait la patrie russe aux abîmes.

C'est ce que révèle la guerre. C'est ce qui déterminera la révolution. « La grande lutte mondiale ou fut entraînée notre patrie, dit le manifeste, a trouvé la Russie en face d'une décadence morale du pouvoir... La Russie fut mise, par les actes illégaux et funestes de ses gouvernants, devant les plus grands désastres... »

Le peuple n'avait plus aucun avantage à renoncer à l'exercice de sa souveraineté. Il a repris ses pouvoirs. Il a congédié les mauvais géranis qu'il avait laissés se substituer à lui.

Le pouvoir n'appartient ni à Dieu, dont il n'est pas soufflé, ni au tsar, son représentant sur la terre, qui n'est même pas nommé.

Le pouvoir, déclare le manifeste, appartient au peuple, et à lui seul. Et le reproche capital que les révolutionnaires font au gouvernement déchu, c'est d'avoir systématiquement refusé au peuple une part de ce pouvoir.

Le tsar, en novembre 1905, avait promis à la Russie un ensemble de libertés, une constitution libérale. L'année suivante, le peuple russe était, en effet, invité à élire la Douma, à désigner les hommes auxquels il confiait le soin d'exercer, à sa place, sa part de souveraineté. La Douma se réunit ; le régime parlementaire semblait instauré.

Six semaines après, la Douma était dissoute, et, peu à peu, lambeau par lambeau, le peuple se voyait dépouillé de la fraction de pouvoir qui lui avait

été reconnue par des promesses solennelles.

Le tsarisme se révélait ainsi férocement attaché à ses privilèges, il refusait de laisser au peuple une part de souveraineté ; il voulait tout le pouvoir pour lui seul.

La tyrannie, la dictature peuvent se justifier ; c'est à coups de bâtons. Un bon tyran se supporte, mais à une condition : c'est qu'il soit bon. Un peuple peut consentir à renoncer, pour un temps, à tout ou partie de ses droits. Mais encore faut-il que ce sacrifice comporte des avantages. Il faut que ce que le peuple perd en liberté et en souveraineté, la patrie le retrouve en bien-être et en puissance.

Or, le gouvernement impérial ne se contentait pas de priver le peuple russe de ses libertés ; il conduisait la patrie russe aux abîmes.

C'est ce que révèle la guerre. C'est ce qui déterminera la révolution. « La grande lutte mondiale ou fut entraînée notre patrie, dit le manifeste, a trouvé la Russie en face d'une décadence morale du pouvoir... La Russie fut mise, par les actes illégaux et funestes de ses gouvernants, devant les plus grands désastres... »

Le peuple n'avait plus aucun avantage à renoncer à l'exercice de sa souveraineté. Il a repris ses pouvoirs. Il a congédié les mauvais géranis qu'il avait laissés se substituer à lui.

Le pouvoir n'appartient ni à Dieu, dont il n'est pas soufflé, ni au tsar, son représentant sur la terre, qui n'est même pas nommé.

Le pouvoir, déclare le manifeste, appartient au peuple, et à lui seul. Et le reproche capital que les révolutionnaires font au gouvernement déchu, c'est d'avoir systématiquement refusé au peuple une part de ce pouvoir.

Le tsar, en novembre 1905, avait promis à la Russie un ensemble de libertés, une constitution libérale. L'année suivante, le peuple russe était, en effet, invité à élire la Douma, à désigner les hommes auxquels il confiait le soin d'exercer, à sa place, sa part de souveraineté. La Douma se réunit ; le régime parlementaire semblait instauré.

Six semaines après, la Douma était dissoute, et, peu à peu, lambeau par lambeau, le peuple se voyait dépouillé de la fraction de pouvoir qui lui avait

été reconnue par des promesses solennelles.

Le tsarisme se révélait ainsi férocement attaché à ses privilèges, il refusait de laisser au peuple une part de souveraineté ; il voulait tout le pouvoir pour lui seul.

La tyrannie, la dictature peuvent se justifier ; c'est à coups de bâtons. Un bon tyran se supporte, mais à une condition : c'est qu'il soit bon. Un peuple peut consentir à renoncer, pour un temps, à tout ou partie de ses droits. Mais encore faut-il que ce sacrifice comporte des avantages. Il faut que ce que le peuple perd en liberté et en souveraineté, la patrie le retrouve en bien-être et en puissance.

Or, le gouvernement impérial ne se contentait pas de priver le peuple russe de ses libertés ; il conduisait la patrie russe aux abîmes.

C'est ce que révèle la guerre. C'est ce qui déterminera la révolution. « La grande lutte mondiale ou fut entraînée notre patrie, dit le manifeste, a trouvé la Russie en face d'une décadence morale du pouvoir... La Russie fut mise, par les actes illégaux et funestes de ses gouvernants, devant les plus grands désastres... »

Le peuple n'avait plus aucun avantage à renoncer à l'exercice de sa souveraineté. Il a repris ses pouvoirs. Il a congédié les mauvais géranis qu'il avait laissés se substituer à lui.

Jean NOGARET.

Les Bourreurs de crânes

UN RECORD



Le beau cliché que vous voyez, a été publié par le « Matin » (20 Janvier 1917), avec la légende suivante :

« LES SOLDATS RUSSES ACCUEILLENENT AVEC ENTHOUSIASME LE VOTE DE LA DOUMA REPOUSSANT LES PROPOSITIONS DE PAIX ALLEMANDES. »

Or, ce même cliché avait déjà été publié le 8 mai 1915, par le journal anglais « The Graphic », de Londres, avec la légende que voici :

« APRES LA BATAILLE : UN OFFICIER COBAQUE FELICITOIT SES TROUPES DE LEUR VICTOIRE. »

La Révolution russe

UNE PROCLAMATION DU GENERAL KORNILOF

Pétrograd, 24 mars. — Le général Kornilof, le vaillant héros des batailles de Gallie, que le gouvernement provisoire a appelé au commandement des armées russes, vient d'adresser aux armées russes la proclamation suivante :

Camarades, il nous reste un dernier et suprême effort à faire.

La victoire est proche. Mais cette victoire, je tiens à le dire, une fois de plus au peuple de Russie, ne peut être assurée qu'à la condition de posséder une armée puissante, unanimement inspirée du même sentiment patriotique et se soumettant volontairement aux exigences d'une discipline indispensable.

Camarades, je suis sûr que vous serez prêts à tout.

LE GRAND-DUC CYRILLE CONTRE LE TSAR

Pétrograd, 24 mars. — Le grand-duc Cyrille a, dans une interview, déclaré que les événements qui viennent de se produire en Russie lui ont causé une grande joie, ayant vécu jusqu'ici sous le contrôle manifeste de la police. La famille impériale, a-t-il dit, tenait les grands-ducs à l'écart.

L'impératrice gouvernait la Russie et refusait, avec colère, de prendre en considération les avertissements qui lui avaient été adressés.

Le tsar avait même refusé de recevoir la grande-duchesse Victoria, épouse du grand-duc Cyrille, qui, de retour de Roumanie, désirait lui parler de la détresse de ce pays et voulait le supplier de venir à son aide.

Le grand-duc Dimitri et le prince Youssoupoff ont été exilés malgré les promesses contractées entre par Nicolas II à l'impératrice mère. — (Information.)

M. MILIOUKOFF ET LA POLITIQUE EXTERIEURE

Pétrograd, 25 mars. — Le correspondant de l'« Information » à Pétrograd, a été reçu par M. Miloukoff, ministre des affaires étrangères du nouveau gouvernement, qui lui a fait les déclarations suivantes :

« La Russie comprenait qu'avec l'ancien régime, tel qu'il fonctionnait, il était impossible de mener la guerre à bon fin. Aujourd'hui, le peuple russe, libre de ses destinées, saura résoudre ses problèmes extérieurs. La Russie est maintenant devenue l'égal des grandes nations alliées. Nous pouvons déclarer hautement que nous défendons, sans réticence, les mêmes idées de droit et de justice, la même respect des traités, la liberté des peuples, la défense des petites nationalités et l'introduction dans l'humanité du régime du droit. Notre but est le même que celui de l'Entente : lutter contre le despotisme allemand et mettre fin aux tentatives d'hégémonie prussiennes. Toutes nos vues, tous nos buts, sont en parfaite harmonie avec les buts généraux poursuivis par nos alliés. »

Comme premier ministre d'un cabinet jouissant de la confiance populaire, M. Miloukoff entend diriger la politique extérieure de la Russie, conformément aux graves nécessités de l'heure présente. Il sera impossible pour développer, pour fortifier les amitiés et les alliances de la Russie.

En terminant, le ministre des affaires étrangères m'affirme « qu'il a une confiance absolue dans la victoire de nos alliés. »

Jean GOLDSEY.

(1) Répondons en passant, à l'affirmation faite à l'égard de M. Schwob par certains journaux que le « Premier » anglais a eu 255 voix contre 125, mais — et l'on comprendra l'importance de ce détail — son adversaire M. Asquith a lui-même voté et fait voter pour le Cabinet — ce qui enlève toute signification au scrutin.

ANNIVERSAIRE

Trois ans de Travail

Il y a trois ans aujourd'hui que parut, à Paris, le premier numéro du Bonnet Rouge, quotidien. Trois ans seulement ! Trois ans déjà !

Trois ans seulement parce que les événements qui bouleversèrent le monde pendant ces trente-six mois, ont été, entre le présent et le passé, presque un abîme. C'est à peine si l'on se reconnaît, quand on évoque ce qui fut, et parfois il est difficile de bien comprendre comment on pouvait penser ce qu'on pensait, agir comme on agissait. Depuis, les carrières ont fondu dans le creuset terrible de la guerre.

En son ami de jadis, orgueilleux et fort, Bérénice ne retrouverait plus, aujourd'hui, qu'un jeune de mirilton, insignifiant autant qu'inséparable. La guerre, qui a fait de M. Barris, autrefois écrivain de grand talent, cette chose molle qui se liquéfie tous les jours davantage devant les lecteurs — impressionnés — de l'« Echo de Paris », n'a pas eu, sur tout le monde, le même effet débilitant. Des courages s'y sont retremés — et beaucoup se retrouvent avec, au cœur, les tentilles, le besoin impérieux d'idéal, de justice, une haine plus forte aussi pour tout ce qui est le Mal et le Crime.

Trois ans déjà, pourtant, car il nous semble que c'était hier, et, pour un peu, nous remonterions dans notre grenier de la rue du Croissant, comptant et retrouvant les audacieux — si différents de ce que nous sommes aujourd'hui, et si pareils, en même temps — qui osaient en cette chose aussi étonnante que l'affrètement, par un pêcheur, d'un Greenough : lancer un quotidien.

L'Agence République ; Marion reprend la publication de France-Télégrammes ; Landau agrandit Primo. Le mois prochain, Clairel et Bontemps feront le Bloc contre tous les décalogues, cependant qu'avec les jeunes du Bonnet et les militants des organisations socialiste et radicale, je m'embusquerai dans la Tranchée, d'où, je vous prie de le croire, on mitraillera ferme les profiteurs, les ramollis, les francs-tireurs du Socialisme et de la République.

Ces agences, ces journaux, nouvellement sortis de nos diantiers agrandis, c'est, pour le Bonnet Rouge, ce que sont les torpilleurs d'escadre pour les cuirassés. Tous ensemble, d'un cœur joyeux, nous continuerons à « progresser ». Il faudra se battre encore avant que la paix soit rendue, sur notre pauvre terre, aux hommes de bonne volonté. Il faudra se battre pour faire une Europe affranchie et pacifiée. Il faudra se battre, enfin, même la paix revenue, pour parer d'abord et pour défendre ensuite nos idoles reconquises : la République et la Liberté.

Un grand programme, comme on voit : le programme du Bonnet Rouge.

Jean GOLDSEY.

BATONS ROMPUS

Gaspillages

Après beaucoup d'autres de mes confrères, j'ai, voici quelques jours, signalé les gaspillages auxquels se livre l'armée. Mes observations à ce sujet m'ont valu plusieurs lettres de « poilus ». Ceux-ci ont parfaitement compris et admis mes protestations contre ces pratiques de gabegie et de dilapidation. L'héroïsme n'exclut point, en effet, la prodigalité et le désordre ; car, maintenant plus que jamais, le nerf de la guerre, c'est l'argent, et le jour où le braves serait ruiné, nos soldats, pour aussi braves qu'ils soient, devraient capituler devant l'ennemi.

Mais, si mes correspondants reconnaissent que l'on méprise généralement, chez les militaires, les règles d'une sage économie, ils m'affirment qu'il convient d'en imputer la faute aux chefs.

Il suit, évidemment, mieux renseignés que moi sur ce point, et j'accepte leur appréciation comme fondée.

Seulement, il s'agit de savoir ce qu'il faut entendre par ce mot « chefs ». Selon moi, il ne doit désigner, dans la circonstance, ni les officiers subalternes, ni les officiers supérieurs, ni même les officiers généraux. Il doit s'appliquer aux directeurs de services, aux sous-secrétaires d'Etat, voire aux ministres eux-mêmes.

Il est inadmissible que ces hauts personnages ne tiennent pas, au moins autant que de petits journalistes comme moi, des indications, des rapports et, — employons le mot — des dénonciations sur le gâchis et le collage des denrées et des produits servant au ravitaillement des troupes.

Qu'ils ne retiennent pas toutes ces communications, qu'ils ne fassent pas enquêter sur tous les cas qui leur sont signalés, d'accord.

Mais pourquoi, de temps à autre, ne jettent-ils pas à l'Haroun-ou-Rachid, Bagdad et à la mode et à l'adoption des méthodes de contrôle suivies autrefois par son illustre calife aurait un heureux caractère d'actualité à la fois et d'utilité.

Sans doute, les expériences de visites inopinées dans les casernes, par lesquelles M. Chéron s'est acquis une renommée plutôt grotesque, ont-elles discrédité quelque peu l'intervention directe et impromptue des gouvernants dans la surveillance des services placés sous leur autorité.

Néanmoins, ce procédé est le seul efficace, et on peut s'en servir sans tomber dans le ridicule. Le tout est d'avoir la manière ; or, parmi nos « chefs », comme parlent mes correspondants, il s'en trouve, j'en suis convaincu, qui sauraient éviter les bouffonneries allures et les inventions vaudevillesques de la « fée barbe ».

Et combien de millions cette chasse aux gaspillages rapporterait au Trésor ! Je n'en veux pour exemple que le débat mené hier à la Chambre sur les dépenses du service des automobiles militaires. Il a été reconnu et accepté par tout le monde que l'on peut rogner, sur ce seul chapitre du budget, 10 millions pour un trimestre, soit 40 millions pour une année. On est, depuis tantôt trois ans que dure la guerre, épargné au moins une centaine de millions rien que sur ce poste. Et je suis sûr qu'il est encore suffisamment doté pour permettre, de temps à autre, le lavage des voitures à l'essence et l'utilisation de camions au transport de boîtes de cigares de la « Civette » à Creil.

Bien entendu, ces quelques réflexions n'empêchent point que nous soyons les champions de la Liberté et du Progrès, mais elles tendent à rappeler que nous ne sommes point toujours les rigoureux observateurs des règles de prudente administration et d'attentive économie, sans le respect desquelles les peuples vont, autant que les individus, à la déconfiture finale.

Monsieur BADIN.

En troisième page : La Révolution Russe SES ORIGINES, SES HÉROS

« Les Puces »

Le marché aux Puces a résisté à l'effondrement. Même aux jours d'août 1914, aux jours où le Tout-Paris fuyait la Capitale, les habitués prirent comme de coutume, possession de l'espace des fortifications qui s'étend entre la porte de Saint-Ouen et la porte Clignancourt.

Certes, les commerçants des jours tristes, les petits bricoleurs du marché aux Puces, pendant longtemps les acheteurs furent rares. Mais aujourd'hui, la prospérité est revenue.

Dès le lever du jour, sur des voitures louées pour une heure, dans un sac, dans une toile, ils apportent leur marchandise chaque dimanche et chaque lundi. Commerçants expérimentés, ils savent profiter de la guerre et de la vie chère, tout comme le boulotier du coin.

Neuf heures... plan... plan... plan... plan. L'acrobate, qui a sa place réservée à droite de la porte Clignancourt, fait à la caserne, va donner sa première représentation. Un cercle compact se forme autour du trapèze ; les poids de vingt kilos roulettent en l'air ; cependant que le tambour continue à appeler les amateurs de tous de force.

On est loin, très loin de la guerre, on l'oublierait presque si un impressionnant n'avait l'idée d'exhiber, moyennant dix centimes, un animal mystérieux qu'aucun naturaliste n'a pu identifier et qui fut capturé dans une tranchée, éliminée naturellement, où, dit l'affiche officielle à l'extérieur du repaire de la bête, il ne se nourrit que de cadavres.

Je me souviens avoir vu cette même petite bête à la foire du Trône. C'était avant la guerre. L'animal mystérieux provenait alors des ruines de Messine. Que voulez-vous, son propriétaire a ce sens de l'actualité et avec son intuition il gagne au moins d'argent qu'à bavarder des ébous.

Voilà le marché, avec ses étalages pittoresques, à même le sol. Les marchandises, naturellement vêtues, déguisées, même, lésent, indifférentes, les promeneurs boulevardiers. S'écarter les mille et un objets, ramassés dans les poubelles, demandant un prix faible pour des bêtises ne valant pas quatre sous.

Les clients protestent, s'indignent, mais dans le monde du chiffonnage, on ne s'émue pas facilement. On a la répartition facile ; on ne regarde pas à envoyer promener un « Variot », surtout s'il n'a ni la croix de guerre, ni le médaillon militaire.

Les chercheurs habituels « des puces » ne se plaignent pas cependant ; même en ce moment on y trouve parfois d'excellentes occasions. A côté d'un corset défilé, qui peut-être a soutenu les seins d'une mondaine illustre, on découvre un émail ou un bronze de valeur ; un cadre de plâtre exultant d'un tableau de prix ; le tout est de mettre la main dessus.

Les promeneurs, ceux qui viennent là pour se distraire, entendent chanter les derniers refrains du jour et s'ils ont de l'appétit, ils peuvent dans les guinguettes de la rue de Paris, à Saint-Ouen, boire un verre de vin blanc agrémenté en mangeant à bon compte une moule marinée ou une portion de frites qui sent le grillon.

Jean NOGARET.

Tout s'enchaîne

L'antialcoolisme politique et les menées réactionnaires

La résurrection de l'agence d'information France-Télégrammes, annoncée la semaine dernière par le Bonnet Rouge, n'a pas été du goût de tout le monde. On voit d'un mauvais œil, dans la presse réactionnaire le développement manifeste de la presse républicaine et de ses adjutants. Il n'est pas étonnant que des sympathiques de tout ce qui reste à bas de chouannerie, s'en prendent à la fois à France-Télégrammes, au Journal du Peuple, à ce qu'il faut dire, au Bonnet Rouge et — ceci est encore imprévu — à nos amis les libéraux anglais.

Le cheval de bataille qu'enfourche M. Schwob, pour jeter son dévolu sur les terres perdues, ne nous est pas inconnu ; il accuse la République et la presse républicaine de repousser sur la « bistrocratie ».

Il serait sans intérêt de relever ce propos plus bête que méchant si, précisément, pour mieux nous accabler, le Petit Phare ne mettrait un peu plus que le bout de l'oreille.

Quand nous disons que l'exploitation politique de l'antialcoolisme crève les yeux, au point qu'il faut être bête comme un troupeau de brebis ou comme M. Cauvin pour ne pas voir les ficelles, nous apportons une affirmation. La démonstration, ce sont nos adversaires qui ont le devoir de la faire.

Sous prétexte de dénoncer et d'atteindre l'alcool, à qui s'en prend M. Schwob ? A tout ce qui est républicain. Au nouveau ministère d'abord, qui a commis le crime de succéder au cabinet Briand ; à M. Painlevé en particulier, dont France-Télégrammes avait publié les déclarations catégoriques ; à M. Caillaux que M. Schwob accuse de travailler contre Lloyd George — simplement parce que France-Télégrammes, qui n'est pas bête que je sache, ni de près, ni de loin, dirigé par l'ancien président du Conseil, a enregistré l'échec politique de Lloyd George sur la question des cotons de Lancashire (1).

Car il ne s'agit plus pour ces bons confrères des ligues d'abstinence, qu'un lutte contre l'alcool et l'alcoolisme, il faut encore se montrer l'adversaire résolu de la démocratie. L'administrateur passionné des leaders conservateurs, le partisan convaincu du protectionnisme. Tout s'enchaîne, tout se tient ; c'est la conséquence de cela. Ce que M. Schwob reproche aux « bistrotes », ce n'est pas tant de vendre des petits verres que de voter pour les candidats de gauche. Ah ! dresser les petits commerçants contre la démocratie, exaspérer les débauchés contre le Gouvernement que la France s'est donné quelle fièvre gubaine ce serait !

Mais ce ne sera pas. Le premier devoir du pouvoir, dans une démocratie, c'est d'être juste pour tous les citoyens. La grande masse des débauchés de boissons ne mérite ni les outrages dont on les accable, ni les tentatives qu'on multiplie à leur égard. On prendra certes des mesures contre l'alcoolisme ; mais on les prendra en mettant d'accord les intérêts de la nation et ceux des corporations dont le sort est en jeu.

Jean NOGARET.

plaine et entière dans l'issue victorieuse de la guerre, à laquelle la Russie entend collaborer plus efficacement que jamais.

LES APANAGES DE NICOLAS II

Londres, 24 mars. — On télégraphie de Pétrograd au Times :

Nous pouvons nous attendre à ce que le gouvernement provisoire fasse prochainement une réponse à la question suivante : qu'il propose un grand nombre de personnes qui deviendront les vastes terres appartenant au tsar et les apanages impériaux ? Déjà de nombreux paysans, des civils et des militaires s'empressent, fiers, d'arriver dans les villages craignant, de tarder trop tard pour le partage de ces propriétés.

Il est nécessaire que la situation leur soit clairement expliquée, et nous voudrions éviter une répétition des troubles agraires qui se sont produits jadis. Le nouveau gouvernement prépare sans doute une explication à ce sujet, car il ne peut pas permettre une spoliation des détenteurs de propriétés privées.

On ne croit pas que le tsar et la tsarine demeurent longtemps encore en Russie. — (Information.)

Communiqués

COMMUNIQUE FRANÇAIS

A l'est du canal de Saint-Quentin, nous avons sérieusement troué nos positions pendant la nuit. Nos troupes ont atteint en quelques points la rive ouest de l'Oise, au nord de la Fère.

Nous avons également progressé sur la rive est de l'Ailette.

Quelques tentatives ennemies sur nos petits postes vers Berry-au-Bac, à l'est de Reims et à l'ouest du Mort-Romme ont échoué sans nos pertes. Nous avons fait quelques prisonniers.

Nul calme partout ailleurs.

Aux États-Unis

POUR LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

New-York, 24 mars. — La convocation du Congrès en session extraordinaire a provoqué dans la presse et l'opinion américaine tout entière les plus vives controverses qu'on ait vues depuis longtemps aux États-Unis.

D'un côté, il y a les Américains qui ne veulent à aucun prix une intervention dans les affaires de l'Europe. De l'autre côté se trouvent tous les Américains qui n'ont pas l'ardent désir de soutenir l'honneur de la nation, non seulement sur les mers, mais encore, si c'est nécessaire, sur les champs de bataille du Vieux Monde.

L'AIDE FINANCIÈRE AUX ALLIÉS

Washington, 24 mars. — Le Conseil de la Réserve fédérale examine les moyens de venir en aide à l'Entente aussitôt après la déclaration de guerre entre les États-Unis et l'Allemagne.

PREPARATIFS DE GUERRE AUX ÉTATS-UNIS

Washington, 24 mars. — On annonce la réunion très prochaine d'une conférence d'industriels, en vue d'étudier les conditions techniques des préparatifs militaires. — (Radio.)

SABOTAGE ?

New-York, 24 mars. — Un télégramme de Portland (Maine) annonce qu'un particulier a été blessé en essayant d'arrêter deux hommes soupçonnés d'avoir tenté de déminer de gros canons à Fort-William. — (Radio.)

DERNIÈRES DÉPÊCHES

La Crise des vivres en Angleterre

La Crise des vivres en Angleterre. Londres, 24 mars. — Parle-t-on du problème alimentaire, le Times écrit que pour la première fois, depuis la guerre de Crimée, le prix du pain dans le Royaume-Uni est élevé à 1 shilling par mètre de quatre livres. « Nous ne sommes pas sûrs, dit le journal, que les raisons indiquées pour expliquer cette augmentation, soient absolument convaincantes. »

En Allemagne

Le peuple réclame des réformes. Zurich, 24 mars. — Commentant l'élection de M. Mehring, qui vient d'être élu au siège laissé vacant par Liebknecht, le Volksrecht constate que cette élection est une déclaration victorieuse rempée. « Elle est la preuve que le peuple allemand demande des réformes profondes dans la forme du gouvernement actuel. »

Le député Kunert contre l'Empereur et le Chancelier

Lausanne, 24 mars. — Le Reichstag, dans sa séance d'hier, a discuté diverses questions sociales. M. Kunert, député de la communauté ouvrière, a prononcé ensuite un discours extrêmement violent contre l'empereur et contre le gouvernement allemand. Il a tout d'abord dénoncé la situation sanitaire de l'Allemagne, sous un jour excessivement noir. Il a montré l'énorme diminution qui se produit dans les naissances par suite de la famine et de l'état sanitaire qui devient, chaque jour, de plus en plus inquiétant.

Une grève dans le Lancashire

Lancashire, 24 mars. — Le ministre du travail, M. Hodge, a reçu aujourd'hui les représentants des ouvriers des usines de Lancashire, actuellement en grève. Au cours de l'entretien, les délégués ont mis le ministre au courant des causes sérieuses qui ont motivé la grève et ils se sont montrés peu disposés à intervenir auprès de leurs mandataires pour les inviter à reprendre le travail.

L'Etat Anglais et la question de l'alcool

Londres, 24 mars. — Des son entrée en fonctions, sir George Cave, secrétaire d'Etat à l'intérieur, avait nommé une commission chargée d'étudier le contrôle par l'Etat du commerce des liqueurs et alcools. Cette commission vient de déposer son rapport; elle propose que le gouvernement réquisitionne toutes les distilleries et brasseries dans tout le Royaume-Uni; elle admet toutefois de légères restrictions en ce qui concerne l'Ecosse.

La Guerre en Orient

Contre-attaques ennemies repoussées. Salonique, 22 mars. — L'ennemi a mené des contre-attaques considérables sur le front de Macédoine. Ces efforts sont venus de trois côtés; de nombreuses troupes turques en font partie.

Trois avions allemands descendus

Salonique, 24 mars. — Trois avions allemands ont été descendus au cours de la nuit dernière par le capitaine anglais Green, qui en avait déjà abattu quatre. — (Radio.)

Neige et Tempêtes

Cahors, 24 mars. — La neige est tombée à gros flocons dans presque tout le département, notamment dans l'arrondissement de Gourdon.

Pau, 24 mars. — La neige est, à nouveau, tombée en abondance à Pau et les environs; un froid très vil régnait dans la région.

Perrignan, 24 mars. — Une violente tempête du nord-ouest sévit dans les Pyrénées-Orientales, causant aux récoltes des dégâts importants. A Saint-Pélagie d'Avil, une dame, passant sur la passerelle de La Têt, a été enlevée par la rafale et projetée dans l'eau.



Aujourd'hui le Jour

Une Reprise à Paray-le-Monial

L'évêque d'Autun, plus heureux en cela que l'archevêque de Paris, a la chance d'avoir dans son diocèse une petite ville à pèlerinage, Paray-le-Monial. Dans ce chef-lieu de canton, se trouve le couvent de la Visitation. C'est là qu'en 1873 Marie Alacoque vit dans un bosquet de noisetiers soigneusement conservé et entouré, le Christ qui lui montra son cœur. Vous pensez si le clergé profita des hallucinations de la voyante. La chapelle du couvent fut remise à neuf; un peu de publicité et la foule accourut.

L'Heure Nouvelle

Le soir, à 11 heures, les horloges publiques seront avancées d'une heure, et les jours, comme par le passé, se succéderont normalement. On accepte cette année, sans murmure, la réforme qui a fait ses preuves. Les compagnies de chemin de fer ont pris leurs dispositions; quant aux commerçants et aux industriels, ils déclarent, cette fois, ne se trouver aucunement gênés.

La Malice déçouue

On lit dans la Griffie, journal humoriste publié sous la direction de MM. Sirat et Tabarant, sous le titre : Coup râte, l'écho qui voici : « Des syndicalistes se sont réunis à la Maison de la rue Grange-aux-Belles, pour échanger leurs vues sur l'alcoolisme. »

Réunions et Communiqués

FRANC-MACONNERIE Grand-Orient de France. — Demain dimanche, 25 mars, cérémonie funèbre en l'église de la République des France-Maçons, 105 bis au champ d'honneur, qui aura lieu au Grand-Orient, 16, rue Cadet. SYNDICATS Union syndicale des ouvriers en voitures. — Réunion du Conseil, demain dimanche, 25 mars, à 9 heures, au matin. Ouvriers teinturiers. — Aujourd'hui samedi, 24 mars, à 8 h. 30, salle des conférences, bourse du travail, réunion corporative. PARTI REPUBLICAIN-SOCIALISTE Fédération républicaine socialiste de la Seine. — Réunion demain dimanche, 25 mars, salle du Tambour, 10, place de la Bastille. L'œuvre des journaux républicains aux armées de la République. L'action du parti (comité conduit par le citoyen Carpentier, délégué). L'organisation municipale de Paris (par le citoyen A. Bière, secrétaire général du Parti). Question posée par le citoyen Georges Buisson, secrétaire du Parti, sur le régime des mines (loi de 1810). 3e section socialiste. — Aujourd'hui samedi, 24 mars, à 8 h. 30, 49, rue de Bretagne. DIVERS Musée Social. — Demain dimanche, 25 mars, travail industriel des femmes et dépopulation.

L'Agence Républicaine

Nous avons présenté déjà à nos lecteurs et à nos journaux républicains des départements l'Agence républicaine, que dirige notre ami, M. René Dolé, secrétaire général du Bonnet Rouge. L'Agence républicaine compte, parmi ses collaborateurs réguliers, les plus vaillants députés républicains, radicaux et socialistes, et notamment MM. Accombayr, Maurice Ajam, Raoul Angès, Paul Benzet, Victor Dabiez, Louis Deshayes, Dozy, Durafour, Albert Favre, Abel Ferry, Gérard-Madoux, Jean Hennessy, Jugy, Henri Labrousse, Pierre Laval, Arthur Lavasseur, Léon Le Moine, Paul Menier, Raoul Paret, Aimé Péyroux, Georges Ponsot, Pierre Rameil, Marc Réville, Tournan, Daniel Vincent et Maurice Violette. L'Agence républicaine compte aussi parmi ses collaborateurs un grand nombre de militants républicains et d'écrivains d'extrême-gauche, tels que notre Directeur, M. Margat Almeraya, M. Aulard, professeur à la Sorbonne, MM. Edmond Bloch, avocat à la Cour, ancien président de la Fédération républicaine des Étudiants, Georges Clairat, Louis Delluc, Louis Dumur, Fabra-Ribes, Emile Gautier, Henri Guernut, secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme; Lévaichaud, conseiller municipal de Paris; J. De Ponte, Fernand Izouard, avocat; Olivier Guitreneux; Michel Georges-Michel; L. Ripault; Th. Ryssen; E. Leclerc; général Peravi; L. Réaud, secrétaire de la Ligue Navale, etc...

Une caisse de prêts AUX SOLDATS

M. Fernand Merlin, député de la Loire, a pris l'initiative d'une proposition de loi qui a été signée par de nombreux députés, tendant à la création d'une caisse nationale d'allocation et de prêts en faveur des soldats des troupes combattantes qui ne sont pas titulaires de pensions ou ne touchent pas de gratifications de l'Etat. Elle a un double objet : 1° Attribuer une allocation à chaque mobilisé sous-officier ou soldat, appartenant à une unité combattante qui aura passé sous les drapeaux une période supérieure à la durée normale du service militaire; 2° Accorder, en même temps, aux mêmes mobilisés, revenant dans leurs foyers, Les allocations seront fixées sur les ba-

Les Revendications Féminines

La guerre a violemment jeté la femme dans toutes les carrières. Ce que des ans de propagande ne lui auraient accordé que peu à peu, elle l'a obtenu en un temps très bref. On ne lui donne plus ni la force, ni l'adresse, ni l'endurance, ni une vaillance qui va jusqu'au bout de la résistance physique. La femme a conquis le droit au travail. Elle n'en a pas encore déterminé les contours, elle n'en a pas encore défini les conditions, elle n'en a pas encore fixé les bases dans le monde du travail, mais en accord avec l'homme, elle devra garder une place hautement gagnée. Si la femme devient la véritable associée, il est absolument impossible de la laisser sans puissance civile, sans droits politiques. Depuis qu'on a accepté sa contribution partout où une tâche se présentait, si dure fût-elle, si peu compatible à première vue avec sa nature physique, a-t-on cherché à lui accorder en même temps l'accès aux fonctions civiques, a-t-on songé à la protéger légalement ? Fort peu encore. Pourtant un courant sympathique très vite s'est manifesté parmi les députés. Quant à des parlementaires qui, jadis, se mélançaient nettement hostiles à la moindre ingérence féminine, paraissent désormais avec un empressement à la cause des femmes. Ceci qu'il leur soit permis de dire, c'est qu'elles ont montré les qualités pour lesquelles elles ont bien des barrières, c'est qu'elles ont pu déclarer : — Il fallait prouver, nous l'avons fait. Devant la preuve, les récalcitrons se sont inclinés, se déclarant prêts à contraindre le cahier des revendications féminines et à régler l'appui de leur mandat à ces revendications. Jusqu'à présent, celles qui ont obtenu ou qui même ont été présentées sont peu nombreuses.

LES SUFRAGES MUNICIPAUX

La dernière question posée devant la Chambre est celle du suffrage des femmes, suffrage restreint, puisqu'il ne s'agit encore que des élections municipales. Cette proposition réunit les noms Dussaugoy-Buisson. Le premier, promoteur de l'idée, la lance voici déjà peu mal d'années, aux premiers temps des luttes féministes. Reprise par Ferdinand Buisson, elle promet cette fois d'aboutir. Il était naturel de demander son opinion à celui qui la défendit. C'est cette opinion aujourd'hui que je vais donner. Il ne faut pas, me dit Ferdinand Buisson, traiter légèrement le vote municipal. Ce n'est pas une question de suffrage intégral, mais ce pas pourrait bien avoir la proportion d'une grande enjambée. Il y a, pour s'en convaincre, qu'à regarder chez les voisins ce qui fut accompli, en se tenant même à ce résultat restreint. En Amérique, où pendant tant d'années, on a vu le suffrage municipal, marqué par le passage par d'immenses progrès. A vrai dire, le vote, en Amérique, ne se répartit point en généralités comme ici. On vote séparément pour les hospices, pour l'assistance publique, pour la salubrité des villes, contre l'impôt pour la protection des enfants, pour les taxes municipales. Dans les quinze Etats où les Américaines ont voix au chapitre, elles ont travaillé et de sérieuse façon. C'est ainsi que, dans certaines villes, elles se partagent, par quartiers, la beauté et la santé de la cité. Cette tâche ne paraît point dénuée d'intérêt. Appliquées partout avec énergie, elles ont puissamment à résoudre des problèmes sociaux intimement liés à la vitalité d'une race. On ne s'arrêtera pas là, c'est entendu. Lorsque les femmes jouiront du bulletin municipal, elles continueront à réclamer l'autre. Une erreur très répandue, c'est de croire que le suffrage des Américaines soit le même que celui qui nous propose aux Françaises. Elles le posséderont. Ce qu'elles auront, c'est le suffrage politique. Quand on sera habilité, ici, à trouver des femmes dirigeant les intérêts de la commune, il n'y aura pas beaucoup de résistance à leur voir confier ceux de l'Etat. On leur refuse, en fait, le suffrage politique, mais on leur laisse le conseil de leur commune. Si la femme n'est pas occupée, le prétre perd sa suite, et de plus en plus, son assesseur. L'Église fut toujours un refuge. Si la femme n'appréhendait plus l'insuffi-



Il faut bien faire de la réclame

Venite adoremus. Aux portes de la Trinité, comme en façade d'une boutique, l'invité est doué depuis hier, sur pancarte aux lettres dorées, et fond rouge. Venite adoremus. En pleine voie publique, l'appel est lancé. Mes frères, mes sœurs, le carême commence; venez, adorez, priez. En entrant, c'est gratuit; à la sortie, nos ommètres acceptent toutes les boîtes, pour le salut de votre âme... Venez, venez...

AUX ECOUTES

Hier, la déposition d'une concierge à l'enquête du coroner dissipa le mystère. Le décodé, nommé Richard Shilling, était, paraît-il, un fervent adorateur de l'archange Saint-Michel. Il avait transformé sa chambre en une sorte de sanctuaire et un brule-parfum était constamment allumé devant la statue de son idole. Le matin du 26 février, il descendit en proie à une violente exaltation. « L'archange m'est apparu », déclara-t-il; « il m'a promis un bonheur parfait si, à partir d'aujourd'hui, je ne prenaiss plus aucune nourriture. » La concierge, qui entendit ces paroles, n'y attacha tout d'abord aucune importance. Mais, une semaine après, inquiète de ne pas voir son locataire, elle monta chez lui et le trouva plongé dans une sorte d'exaltation voisine du coma. C'est alors que le pauvre fanatique fut transporté à l'hôpital où il expira.

Sous notre Bonnet

Pangermanisme, panslavisme, panserbisme, panaméricanisme, nous avons une belle collection de « pan », présentée par une jolie volière de « pan ». Voici maintenant le « pansocialisme », qui se révèle à nous par son journal, le Rhin français. Le Rhin français n'est pas une création de M. Albert Babelon, ou du numismate Ernest Babelon, mais de M. Oscar Vignon. Jamais on n'a vu M. Alexandre Ribot, que se soit à la Chambre ou à l'Institut, autrement qu'en redingote; dans ce journal, il a adopté la même tenue. M. Paul Painlevé, tout jeune élégant; M. Stœg, protestant austère; M. Fernand David, ne sont qu'une jaquette. MM. Viviani, Malvy, Albert Thomas, Viollette, Desplas, Clémentel, Léon Bourgeois, Daniel Vincent se contentent du démocratique complet veston. Le nouveau ministre des Travaux Publics, M. Desplas, vient de désigner notre confrère, M. Renner, ancien député de l'Allier, directeur du Progrès de l'Allier, et rédacteur à plusieurs journaux parisiens, comme chef de son cabinet. M. Renner n'est pas seulement un confrère charmant, c'est aussi un militant des plus actifs. C'est dire que nul choix ne pouvait être mieux accueilli dans les milieux républicains.

LES SPORTS

Le culte du sport ? Il a pénétré partout, dans l'école, dans la famille; on fait de la gymnastique scolaire; on fait de la gymnastique et du sport le matin et le soir, comme on fait jadis sa prière soir et matin... Le sport a ses grands jours, la boxe surtout; ne, à son apogée, son anglais d'écrite, son anglais d'occasion, dans les gymnases, sur les plateaux; broken english. Le sport a ses grands jours, la boxe surtout; ah ! la boxe ! c'est le sport des fervents du sport; et gare aux infidèles, mort aux schismatiques, à la torture des athlètes du coup de poing ! Stung et uppercut, knock-down et ring ! Les boxeurs s'entassent dans les temples de la capitale pour l'adoration de leur dieu. Ils ont leur grand semaine, avec la grosse récolte — la semaine de Pâques ! Le boxeur, à chaque assaut commun, et les fidèles convaincus, sont là qui suivent le sacrifice — communion sous les deux espèces du pain et du vin... Le pain ? Pan ! sur l'œil ! « Ceci est mon corps ! » Pan ! sur le nez ! « Ceci est mon sang ! » Car il y a des pains et il y a du sang... comme à l'église. Time ! Stop ! Ile, missa est ! Le miracle est accompli. Et ces gens-là, comme les fidèles de tu prêtre, s'en vont convaincus qu'ils ont enfin trouvé le salut, la « démonstration de l'humanité. Vous y êtes maintenant ? Il faut bien faire de la réclame ! au fronton de l'église, comme au seuil du temple athlétique, à la Trinité comme au Racing-Club, au Vel d'Hiv' ou partout ailleurs, sur la boutique ! Les affaires sont les affaires... Allons, mes frères, allons mes sœurs; l'affaire vous rappelle que la grande semaine approche ! Venite adoremus, Amen ! — MAGAS.

LES GRANDS CONCERTS

Il y a quelques jours, un vieillard d'environ 70 ans était transporté par des voisins à l'hôpital d'Asnières, où, vu la gravité apparente de son état, il fut admis immédiatement. Le malheureux mourut quelques heures après, sans que les médecins réunis à son chevet pussent diagnostiquer son cas.

LES GRANDES PLANCHES

LES GRANDES PLANCHES. Le malheureux mourut quelques heures après, sans que les médecins réunis à son chevet pussent diagnostiquer son cas.

SUGGESTIONS AU PARLEMENT

Les femmes demandent aux parlementaires de mettre à l'étude certains projets de loi qu'elles considèrent indispensables au Code nouveau qui écrira la charte des droits féminins auprès de celle des prérogatives réservées aux hommes. Voici les principaux de ces projets : Nationalité de la femme mariée. Les enfants assistés. Le Mont-de-Piété. L'égalité des salaires. Participation des femmes aux traités de paix. Les deux premières lois sont intimement liées à de douloureux problèmes dont la guerre a mis à nu l'iniquité. Que la femme perde sa nationalité en se mariant, que la mère abandonne sans espoir l'enfant qu'elle ne peut élever, sont des restants d'un état de servage pour l'une, de barbarie envers l'autre, que les députés se feront un devoir d'abolir. En Italie et en Hongrie, la législation met entre l'abandonnée et le soldat coupable, la douceur du pardon et l'espoir d'un rapprochement, alors que notre loi autorise la plus féroce cruauté. Pour le Mont-de-Piété, c'est la dépendance de la femme mariée à reviser. Les deux autres requêtes des femmes aux parlementaires s'expliquent sur leur simple énonciation. Celle des salaires se verra résolue en premier. La seconde deviendra la conséquence de toutes nos libertés, conquises au prix d'une inflexible persévérance. Les bénéficiaires devront garder de la gratitude envers les amis sincères qui leur ont prêté conseil de bon cœur, elle ne veut rien. Dès que la femme aura l'esprit occupé, le prétre perd sa suite, et de plus en plus, son assesseur. L'Église fut toujours un refuge. Si la femme n'appréhendait plus l'insuffi-

La Guerre par les Finances

Pour faciliter toute commune participation à l'action financière du Trésor, le Ministre des Finances vient de créer un nouveau type d'obligations de la Défense Nationale qui réunissent les caractéristiques et les avantages des Obligations et des Bons et constituent, au gré du porteur, un placement de plus ou moins longue durée. Ces nouvelles Obligations sont à échéance de 5 ans et produisent un intérêt de 5 0/0 payable d'avance. L'intérêt semestriel vient donc en déduction de la somme à verser au moment de l'achat et le souscripteur d'une obligation de 100 fr., par exemple, n'aura à payer que 97,50, alors que, dès la fin de la première année et ensuite tous les six mois il peut réclamer le remboursement de son titre au pair, c'est-à-dire à 100 francs. Ceux qui n'auront pas demandé ce remboursement et conserveront le titre jusqu'à son échéance bénéficieront, à ce moment, d'une prime de six mois d'intérêt supplémentaire, soit 2,50 par 100 fr. ce qui porte à 5,58 le taux du placement. Comme les Bons dont l'émission continue, les nouvelles Obligations comportent des coupures de 100 fr., 500 fr., 1.000 fr. et au-dessus et sont exemptes d'impôts.

ON DESIRE ACHETER D'OCCASION

Mobilier de bureau, Coffre-fort, Glaciers, Appareils téléphoniques, Appareils d'éclairage électrique, etc., en bon état. Faire offre par écrit en indiquant les objets à vendre et le prix demandé à M. LEBLANC, au "BONNET ROUGE", 14, rue Drouot, ou se présenter à cette adresse, de 9 h. à 1 heure et de 3 h. 1/2 à 7 h. 1/2. Dimanches et fêtes exceptés. Fanny CLAR.

